



02327

MICROFICHE N°

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F

1

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE DE DOCUMENTATION AGRICOLE

20 JUIN 1979

CNDA 02327

République Tunisienne
Ministère de l'Agriculture
Office de l'Elevage et des Pâturages

Agence Suédoise
pour le Développement International
Organisation des Nations Unies
pour l'Alimentation et l'Agriculture

Projet GCP/TUN/010/SWE

Développement de la Production de Viande Bovine
dans le Nord de la Tunisie

LES CEREALES ET L'ALIMENTATION
DES BOVINS DE BOUCHERIE
DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Dr. John M. HALL
Conseiller Principal
du Projet GCP/TUN/010/SWE

Tunis, Juin 1979

DOCUMENT DE TRAVAIL N° 220

INTRODUCTION .-

Les bovins sont des herbivores capables de valoriser de très nombreux produits d'origine végétale : certains de ces produits, comme l'herbe, par exemple, sont inutilisables par les principales autres espèces fournissant des protéines animales (porc et volaille).

D'autres, par contre, comme le grain (maïs, orge, avoine), peuvent être avantageusement consommés par ces autres espèces et même directement par l'homme.

Dans certaines circonstances, bien déterminées (animaux à très fort potentiel, et pays présentant des excédents céréaliers), il peut être indiqué de substituer partiellement les céréales aux fourrages grossiers dans l'alimentation bovine (croissance, viande et production laitière).

Dans d'autres circonstances, au contraire (animaux modérément productifs, et pays présentant un déficit céréalier permanent), l'incorporation d'une forte proportion de céréales dans l'alimentation des bovins de boucherie se traduit par un gaspillage injustifié du fait que cette espèce est un très mauvais transformateur de la céréale à partir de laquelle elle donne moitié moins de protéines que la volaille par exemple.

On observe cependant, dans de nombreux pays en développement qui doivent déjà importer une proportion importante des céréales consommées par leur population, une espèce de fascination à l'égard de systèmes de production de viande bovine qui comportent l'utilisation d'une proportion importante de céréales.

Il est légitime de se demander quelles pourraient être les conséquences du développement de tels systèmes de production et, s'ils sont jugés néfastes, de proposer les alternatives techniques qui permettraient de promouvoir une véritable auto-suffisance alimentaire.

1. - QUELS POURRAIENT ÊTRE LES AVANTAGES TECHNIQUES DE L'UTILISATION DES CÉRÉALES DANS L'ALIMENTATION DES BOVINS A L'ENGRAISSEMENT ?

L'utilisation d'une proportion élevée de céréales dans l'alimentation bovine et, notamment, dans la phase finale de l'opération d'engraissement, est fréquemment justifiée par les arguments suivants :

Premier argument :

En élevant le niveau énergétique de la ration, la céréale permettrait aux animaux de concrétiser leur potentiel génétique de production.

2. - COMMENT S'EXPLIQUE LE DESIR DE PAYS IMPORTATEURS STRUCTURELS DE CEREALES DE PRODUIRE DU BOEUF A PARTIR DE GRAIN ?

Si les avantages techniques de l'utilisation de céréales dans l'alimentation des bovins à l'engraissement sont si peu décisifs, on peut être surpris par le nombre de pays dans lesquels ce système de production est envisagé favorablement.

En une seule année, en 1978, trois pays voisins les uns des autres, et déficitaires à des degrés divers à la fois en céréale et en viande bovine, ont envisagé le lancement d'opérations de production de viande bovine, basées essentiellement sur des céréales pendant une période variable du cycle productif.

Le fait que l'orientation politique des gouvernements de chacun de ces pays soit aussi variée que possible montre bien l'universalité des problèmes techniques liés à la stratégie de développement agricole.

Le premier pays, d'orientation "socialiste", comporte 2,5 millions d'hectares de jachères à partir desquelles assez de fourrage pourrait être produit pour engraisser 6 millions de taurillons. L'administration de ce pays, qui importe actuellement 55 % des céréales consommées par la population, a soumis à un organisme international de financement le projet de création de 5 feedlots hors-sol permettant l'engraissement de 100.000 bovins par an à partir d'un aliment concentré constitué en grande partie par des céréales importées.

Le deuxième pays, d'orientation "libérale", rencontre des problèmes moins aigus : il n'importe que le quart des céréales consommées par la population et dispose déjà d'une infrastructure lui permettant d'atteindre l'auto-suffisance en viande bovine à partir de fourrages et de sous-produits disponibles localement. Une entreprise multinationale d'agro-business propose toutefois la création dans ce pays d'un feedlot de 15.000 bovins, dont l'alimentation serait constituée essentiellement par des céréales importées.

Les perspectives alimentaires de la population du troisième pays, de tendance "populiste", sont alarmantes, puisqu'il importe près de 4 millions de tonnes de céréales annuellement. Bien que par ailleurs ce pays dispose de dizaines de milliers d'hectares de terres irrigables, qui, correctement exploitées, permettraient de produire sous forme de fourrage vert l'équivalent de 10 à 20 tonnes de maïs grain par hectare, une firme nationale s'est prononcée dans ce pays pour la création d'un réseau de feedlots dans lesquels 200.000 bovins de boucherie pourraient être engraisés avec une ration comportant 90 % de maïs nécessairement importé.

Comment s'explique cette apparente unanimité en faveur d'un système productif qui, nous le verrons, tend à aggraver le degré de dépendance alimentaire des pays qui le mettront en oeuvre.?

La fabrication de taurillons à partir de céréales est, bien entendu, encouragée par les pays excédentaires en grain qui, étant parmi les plus riches, ont les moyens de mobiliser les investissements nécessaires.

Ce système a fréquemment la faveur des technocrates nationaux et internationaux, qui voient dans la mise en oeuvre d'une technologie qu'ils pensent être de pointe, la solution qui permettra de passer sans bouleversement majeur d'un mode d'exploitation de cueillette à un système de production de type industriel.

Il faut écrire également que la mise en place de tels systèmes productifs permet d'obtenir des résultats techniques impressionnants, comparables à ceux qui se trouvent enregistrés dans les pays industriels.

De plus, ces résultats peuvent être atteints très rapidement et non plus au terme du long processus de développement agricole que suppose l'intensification des productions fourragères.

3. - QUELLES SONT LES CONSEQUENCES DE L'EXTENSION DE CE SYSTEME DE PRODUCTION DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ?

Rappelons que sur le plan nutritif, le bovin est un très mauvais transformateur de la céréale : le développement de ce système se traduit donc par un gaspillage considérable.

D'autre part, le coût en devises de ce système est incontrôlable, du fait que le marché international des céréales échappe à l'autorité de quiconque.

Par ailleurs, la mise en place et le fonctionnement d'une opération de ce type suppose une immobilisation financière importante : elle ne sera donc entreprise qu'à partir du moment où l'Etat "garantit" l'approvisionnement alimentaire à un prix donné : c'est le point de départ de la subvention aux aliments concentrés, qui représente entre la moitié et les 2/3 de leur coût réel dans les trois pays évoqués antérieurement.

Cette subvention a les effets les plus pervers :

La subvention des aliments concentrés décourage la production fourragère : en permettant d'offrir à l'éleveur un aliment à un prix artificiellement bas, elle compromet la compétitivité des fourrages et l'intensification de leur production, et accroît de ce fait la dépendance de l'alimentation bovine à l'égard des céréales.

La subvention des aliments concentrés équivaut à aider les producteurs des pays exportateurs qui se trouvent être également les plus riches.

Reposant sur des ressources budgétaires nécessairement limitées, la subvention des aliments concentrés ne peut répondre à l'accroissement continu des besoins du secteur : elle bénéficie donc à une minorité privilégiée, et s'accompagne généralement d'un marché noir du produit subventionné.

Indépendamment de son rôle inflationniste, la subvention des aliments concentrés impose au secteur productif une vulnérabilité économique d'autant plus aigüe que son niveau de capitalisation est important et qu'il entretient peu de relations avec le secteur agricole environnant.

Enfin, la mise en oeuvre de systèmes de production de viande bovine basés sur une forte proportion de céréales se traduit généralement par la création d'un secteur concentré de grandes unités (feed-lots) qui présente également de très gros inconvénients :

La concentration de la production entraîne le monopole des achats des animaux maigres. Compte tenu de la dispersion de l'offre, la tentative est alors grande de comprimer leur prix et de décourager l'organisation du secteur naisseur et de compromettre à terme la poursuite et le développement de l'opération.

La concentration de la production entraîne la création de véritables "flots technologiques", sans rapport avec l'environnement et sans possibilité de diffusion dans le tissu agraire environnant.

La concentration de la production entraîne, compte tenu du caractère commercial de l'opération, des problèmes d'administration difficiles à résoudre dans la plupart des pays en développement.

4. - QUELLES SONT LES ALTERNATIVES PRODUCTIVES QUI POURRAIENT ETRE PRECONISEES ?

La chasse au gaspillage est un des thèmes les plus intéressants qui aient été diffusés par l'assistance technique internationale ces dernières années.

Dans cette optique, ces mêmes organismes devraient procéder à une évaluation complète du problème de l'utilisation des céréales comme base de l'alimentation des bovins de boucherie.

S'il s'avère que, dans le cas des pays en développement, cette formule tend à accroître la dépendance alimentaire du pays au lieu de contribuer à atteindre l'auto-suffisance qui était initialement poursuivie, ces mêmes organismes pourraient être amenés à ne recommander

la mise en place de programmes de production de viande bovine que dans l'hypothèse où les animaux pourraient être nourris tout au long de leur cycle productif (croissance et engraissement) sur la base de fourrages produits localement.

La composition de ces fourrages doit être évidemment corrigée, sur les plans de l'apport azoté et minéral, au moyen de produits qui devraient être parfois importés.

Sur le plan énergétique, ces fourrages pourraient être également complétés par des sous-produits agro-industriels disponibles localement (minoteries, sucreries, conserveries).

L'incorporation de céréales nobles à la ration de bovins à l'engraissement serait exclue dans tous les cas où :

- le pays accuse un déficit céréalier structurel :
- la céréale en question pourrait être consommée par l'homme ou des espèces meilleures transformatrices.

Dans les autres cas, la distribution de céréales aux bovins de boucherie serait impérativement limitée au minimum de complémentation rendu nécessaire par le potentiel génétique exprimé par le troupeau concerné.

En définitive, l'élévation du niveau énergétique de la ration permettant l'intensification de la production de viande bovine doit être poursuivie à travers l'amélioration et le développement des cultures fourragères, au moyen, notamment :

- de l'aménagement des systèmes traditionnels de rotation, avec substitution des jachères par des cultures fourragères annuelles, partout où elle est possible,
- du choix des espèces les plus productives, qu'il s'agisse de pâturages permanents ou de cultures annuelles,
- de l'application d'un calendrier de récolte permettant d'exploiter la plante au moment où sa valeur alimentaire est la plus élevée,
- de la mise en oeuvre de méthodes de conservation permettant de sauvegarder le mieux possible la valeur alimentaire de la plante (avantage de l'ensilage sur la fénaison).

CONCLUSION .-

On assiste actuellement, dans de nombreux pays présentant un potentiel considérable d'intensification des productions fourragères, à une offensive très ferme des partisans de systèmes d'alimentation des bovins de boucherie, constitués en grande partie par des aliments concentrés fabriqués à partir de céréales dont ces pays sont précisément des importateurs structurels.

Pourtant, le "système tunisien", qui a été développé récemment dans ce pays, a démontré qu'il était possible de produire de la viande bovine à partir de systèmes semi-intensifs constitués par de l'ensilage de céréales (associées ou non à des légumineuses), cultivées dans le cadre de l'assolement pluri-annuel d'exploitations céréalières en sec bénéficiant de précipitations de 300 à 600 m/m.

Du fait que l'apport d'aliments concentrés est réduit dans ce cas au tiers seulement des besoins totaux des animaux, le "système tunisien" présente une bonne stabilité économique.

Articulé avec les exigences de l'assolement, il détermine la taille des unités qui ne dépassent pas quelques centaines d'animaux, et sont de ce fait les plus faciles à administrer.

Enfin, ce système est générateur de développement, car il est basé sur une complémentarité intersectorielle et interrégionale des ressources fourragères et animales. L'association céréale-fourrage, sur laquelle le système est basé, représente un progrès très net par rapport aux systèmes céréaliers spécialisés générateurs d'épuisement du sol et de sous-emploi.

Puisqu'il existe une alternative technique viable à l'utilisation des céréales dans l'alimentation des bovins de boucherie, il semble raisonnable de s'opposer fermement à toute tentative de création d'un secteur hors-sol qui ne fait que reculer les véritables solutions qui résident dans la mise en valeur effective du potentiel agricole des pays en développement.

FIN

8

VUES